

Berne, le 6 juin 1979

Compte rendu des entretiens du 9 novembre 1978
entre Monsieur Pierre Aubert, Conseiller fédéral,
Chef du Département des affaires étrangères, et
Monsieur Puja, Ministre des affaires étrangères
de la République Populaire Hongroise

A l'ouverture de la séance de travail, le Ministre Puja note que du moment qu'on a décidé de ne pas faire de communiqué final, on est libéré des problèmes rédactionnels, puis il donne la parole à M. Aubert qui présente sa délégation, remercie son hôte de son accueil et se livre à une présentation de la Suisse.

C'est, dit-il, le premier voyage officiel d'un ministre suisse des affaires étrangères dans un pays de l'Est et si j'ai tenu à venir d'abord en Hongrie, ce n'est pas pour régler un contentieux, d'ailleurs pratiquement inexistant - si ce n'est une question de textiles -, mais c'est parce que c'est la Hongrie qui, de tous les pays européens attachés à un système politique différent du nôtre, est le plus ouvert à la discussion sur les problèmes Est-Ouest et de détente, dont la finalité est la paix en Europe. Si l'on veut établir un dialogue qui soit important et intéressant et qui ne tourne pas à la juxtaposition de deux monologues, il faut mieux se connaître.

Puis M. Aubert présente les particularités de la Suisse : le fédéralisme, l'esprit de liberté et de tolérance systématique, la neutralité, qui est le corollaire à la dépendance de l'extérieur. Au passage, il s'insurge contre une image d'une Suisse de banques; la majorité du peuple est formée de salariés vivant de leur salaire; la Suisse est certainement une place financière internationale, mais la délégation représente le peuple suisse. Enfin, le Chef du Département indique



- 2 -

les principes de base de notre politique étrangère : neutralité permanente et armée, disponibilité, solidarité, crédibilité.

Le Ministre Puja l'ayant remercié, expose à son tour les données de base de la politique étrangère de la Hongrie. Il relève tout d'abord que la Hongrie est "un lieu très fréquenté du point de vue de la géographie, qui eut sa part des grands tourments historiques. Au 15e siècle, c'était une grande puissance européenne, c'est l'époque du premier traité avec la Suisse.

Au début du siècle, elle ressemblait beaucoup à la Russie: agricole, ayant perdu la guerre, travaillée par les problèmes des minorités nationales, elle possédait les conditions qui rendaient la révolution inévitable. Celle-ci éclata fin octobre 1918. Après l'échec du gouvernement bourgeois, le 21 mars 1919, c'est le pouvoir populaire, dont l'objectif premier est de sauver l'intégrité territoriale de la Hongrie. L'Entente a combattu cette République des Conseils et depuis lors, elle est dotée d'un régime semi-fasciste qui précède même Mussolini et qui est bâti sur la peur. L'histoire de la libération est connue: l'Union soviétique libère le territoire hongrois. Au début, en 1947, la Hongrie est gouvernée par une coalition de partis (Parti communiste, Parti social-démocrate, Parti indépendant et Parti agrarien). En 1949, le Parti social-démocrate et le Parti communiste fusionnent, les autres partis disparaissent. Les problèmes à régler sont considérables. Il faut redistribuer les terres, créer une industrie, mettre fin à la misère qui, au début du siècle, avait transformé 3 millions de Hongrois en mendiants. Le chemin suivi n'a pas été tout droit, des erreurs ont été commises, comme c'est normal quand on s'engage dans une nouvelle voie qui tend à remodeler l'histoire d'un peuple tout entier. Une de ces erreurs a été que nous étions persuadés qu'il n'y avait pas d'avenir pour les petits paysans mais seulement pour les grandes entreprises agricoles. Il fallait trouver une formule permettant aux paysans de s'autogérer

- 3 -

mais qui garantisse une direction centrale à l'agriculture et mette fin à l'esclavage des terres. Or, nous avons réussi à changer la situation sociale du pays. Il n'y a plus qu'un tiers du nombre de ceux qui cultivaient la terre en 1945 et, du point de vue qualitatif, c'est une autre agriculture. Le système qui s'est finalement imposé est celui de la coopérative agricole, qui assure une auto-gestion productive et sérieuse. Il en va de même pour la production industrielle qui est 11 fois plus importante aujourd'hui que pendant la deuxième guerre mondiale. Nous nous sommes ouverts à quantités de nouvelles branches et cela n'est pas allé sans fautes non plus. Le plan actuel suppose un changement structurel de l'industrie. Il faut supprimer ce qui n'est pas rentable. La situation de notre économie est influencée par la récession, par la faiblesse de l'Occident et par des mesures discriminatoires qui créent des préjudices. Malgré ces handicaps, le niveau de vie a remarquablement augmenté. On a énormément bâti; il existe une sécurité sociale pour tous, y compris les paysans, l'industrie et le commerce sont divisés en trois secteurs : une partie à l'Etat, une partie à des coopératives ou même à des particuliers. Personne ne peut s'enrichir du travail d'autrui, bien que les coopératives, par exemple, en sont réduites à employer encore de la main-d'oeuvre.

En principe, nous aurions pu accepter un système pluraliste, puisque tous les partis étaient d'accord sur un développement socialiste, mais nous avons préféré le parti unique et on ne peut pas revenir en arrière. Cela dit, tout le monde peut avoir des idées, il n'y a de discipline qu'au sein du parti qui regroupe environ 10 % de la population. Nous sommes moins nombreux en pourcentage qu'en Yougoslavie ou en Roumanie, mais nous avons un programme

- 4 -

sur lequel tous sont prêts à s'engager. A côté du parti proprement dit, existent des organisations sociales, professionnelles, féminines, de jeunesse, qui jouent un grand rôle dans la formation des cadres dirigeants et qui forment le Front national.

Politique extérieure

1. Elle est influencée par le fait que la Hongrie est un pays socialiste. Les tendances principales coïncident donc avec les tendances des autres pays semblables.
2. La Hongrie est membre du Pacte de Varsovie, où se coordonne la politique extérieure des pays socialistes.
3. Comme chaque pays, la Hongrie a des traits particuliers qu'elle peut faire valoir dans l'application de sa politique extérieure. Les racines de cette politique tiennent de sa tradition, à la situation géographique et à l'héritage historique. Cette politique extérieure est fondée sur les intérêts nationaux hongrois. Elle ne veut pas entraver les intérêts correspondants d'autres pays socialistes. La guerre nous a dicté notre orientation vers la paix et la sécurité sur la base de la coexistence des Etats. Nous sommes donc partisans de toute mesure qui poursuit cet objectif et nous participons à tout effort qui y concourt. C'est ainsi que nous appuyons les efforts de l'Union soviétique et des Etats-Unis pour régler leurs problèmes. Le sort de la paix du monde dépend de la volonté commune de ces deux grands pays. Des relations tendues qui existeraient entre eux exerceraient une influence négative sur les relations avec d'autres pays. Toutefois, cela ne signifie pas que nous devons considérer comme moins importante la coexistence des Etats européens qui peut, au contraire, faire avancer la coopération européenne. La coopération bilatérale est donc un autre domaine de notre action. Donc, au premier plan, nous avons

- 5 -

des relations avec les pays socialistes, dont l'économie est intégrée à la nôtre, et, deuxièmement, des relations avec les grands pays capitalistes développés. Nous étendons les domaines de notre coopération au secteur économique - les investissements étrangers sont les bienvenus - et au secteur culturel en application du troisième volet de la Conférence d'Helsinki.

Enfin, en ce qui concerne les pays en voie de développement, nous avons appuyé les mouvements de libération nationale, par exemple en Angola et au Mozambique, et nous considérons que c'est notre devoir d'aider les peuples à accéder à l'indépendance. Mais nous sommes un petit pays, pas très riche, et de ce fait nous sommes handicapés au niveau des réalisations pratiques. Je mentionnerai encore que nous sommes membres de nombreuses organisations internationales et que nous serions heureux que la Suisse entre à l'ONU et renforce par là l'universalité de l'Organisation.

Le Chef du Département : Je suis conscient que notre absence de l'ONU limite quelque peu mes propos sur l'universalité de nos relations internationales, mais la Suisse est le seul Etat qui soumet cette question à un vote populaire.

Il m'intéresserait de connaître la part que vous faites à la Chine dans vos relations internationales.

MAE Puja : Au fond nous connaissons très peu ce pays. La Chine est pour nous une grande inconnue. Elle a parcouru un grand chemin depuis la Révolution, mais l'état des discussions entre la Chine et les pays socialistes n'est pas d'ordre idéologique. La plate-forme idéologique de 1963 n'existe plus. La Chine l'a reniée. La Chine cherche à

- 6 -

s'assurer le rang d'une grande puissance mondiale. Elle n'en a pas les moyens, mais elle veut devenir un facteur mondial. Elle n'hésite pas à dresser une partie du monde contre l'autre. Au fond, elle applique cette parole de Mao : "Mets toi sur la montagne et regarde deux tigres se battre". D'accord avec les Etats-Unis, elle compte sur eux pour liquider l'Union soviétique et se retourner ensuite contre les Etats-Unis eux-mêmes. Des conceptions moyen-âgeuses sur l'acquisition du pouvoir en Chine redeviennent actuelles et inspirent la politique de la Chine, étant admis au préalable qu'un milliard de Chinois ne peuvent pas manquer d'influencer le sort du monde. C'est pourquoi, l'Union soviétique est le principal adversaire. C'est pourquoi elle se détourne du camp socialiste et essaie de mettre l'Occident de son côté. Jadis, elle jugeait l'OTAN agressive, impérialiste, aujourd'hui elle lui recommande de s'armer de plus en plus.

Nous constatons que certains pays occidentaux veulent jouer la carte chinoise et forcer la main de l'URSS pour obtenir des concessions politiques. Pour parler comme les Chinois, ils sont en train de chevaucher le tigre.

M. Aubert : Pourtant, le surarmement de l'Union soviétique n'est pas un tigre de papier et cela inquiète les petits pays comme l'Autriche et la Suisse. Ne risque-t-on pas une entente des Etats-Unis et de la Chine contre l'Union soviétique ?

MAE Puja : Je pourrais vous répondre en citant Brzezinski : "Cela n'est pas une option réaliste. Il n'y a pas de surarmement soviétique. Du côté américain, il ne s'agit pas de rattraper l'Union soviétique, mais de la dépasser. De temps en temps, les Américains prétendent qu'ils doivent être plus forts que les Soviétiques. Jamais, l'Union so-

- 7 -

viétique n'a déclaré cela. Elle doit se défendre contre n'importe quel ennemi. Elle a ses raisons pour cela. Dès la révolution, 14 pays sont intervenus contre elle. Elle a connu la guerre mondiale, il est compréhensible qu'elle ne veut pas être surprise. Si les Etats-Unis acceptaient de désarmer, l'Union soviétique accepterait elle aussi. Pourquoi fait-on davantage confiance à l'OTAN qu'au Pacte de Varsovie ?

M. Aubert : Mais la Suisse ne fait partie d'aucun bloc et on pourrait imaginer que les pays non engagés d'Europe exercent une certaine pression pour la paix.

MAE Puja : Vous pouvez le faire, nous pas. Certes, la course aux armements a sa logique. En Occident, certains prétendent que l'Union soviétique est en tête, mais on ne cite pas les experts qui disent le contraire. On cite l'avance soviétique pour faire approuver des programmes d'armement aux Etats-Unis. Brzezinski va même jusqu'à soutenir la théorie qu'il faut contraindre l'Union soviétique à des dépenses militaires pour éviter qu'elle ne consacre ses ressources au développement pacifique et créer par là un climat de mécontentement dont certains profiteraient, mais l'activité des pays socialistes est beaucoup plus touchée par l'armement que celle des pays occidentaux, mais nous sommes favorables au désarmement.

M. Aubert : Oui, la méfiance est partout, même la Suisse est méfiante puisqu'elle pratique la neutralité armée, elle lui coûte très cher.

MAE Puja : D'après nos expériences historiques, l'Occident a mérité cette méfiance de notre part. L'Union soviétique a été attaquée à deux reprises. Aujourd'hui, on a les moyens de surveillance qui permettent de suivre même de petits mou-

- 8 -

vements de troupes.

M. Aubert : Mais ne pensez-vous pas que l'Europe, la vôtre et la nôtre, pourrait jouer un rôle pour dissiper cette méfiance ? L'Europe est grande par l'histoire, par la pensée, par la philosophie. Elle pourrait jouer un rôle important pour la paix, la détente et le désarmement. Nous pouvons en tout cas faire des efforts dans ce sens.

MAE Puja en convient, mais il remarque que l'Union soviétique doit aussi faire face au problème chinois. La Chine vient de conclure un accord avec le Japon sous l'oeil bienveillant des Etats-Unis. Les matières premières chinoises et la technologie japonaise promettent un grand essor économique à ces deux pays. Mais les forces intérieures exerceront une pression sur la Chine pour détourner cette expansion vers l'extérieur - dans le cadre de la Chine, cela signifie vers le Sud. Dans toute la région, on a peur de la Chine et nous croyons que cette peur est fondée. Quant à nous, nous serions prêts à améliorer nos relations d'Etat à Etat avec la Chine, mais sans conditions politiques préalables.

Conférence de Belgrade

M. Aubert : Le bilan de la réunion de Belgrade est certes rapidement fait. Nous estimons toutefois qu'il n'est pas inutile de se rappeler les leçons que nous devons tirer de l'expérience des longs mois passés dans la capitale yougoslave.

Nous avons regretté l'absence de résultats plus concrets. Nous avons aussi regretté que la discussion de certains problèmes ait conduit à des polémiques.

- 9 -

Nous pouvons par contre constater que l'essentiel fut préservé : aucune délégation n'a mis en cause l'Acte final d'Helsinki; plus encore, les trois groupes d'experts et surtout la réunion de Madrid prévus dans le Document de clôture de Belgrade assurent la continuité du processus de la CSCE.

En effet, pour nous et certainement pour bien d'autres pays, petits ou moyens, les réunions successives du type de Belgrade et Madrid constituent un volet très important de l'Acte final, à savoir le côté dynamique tourné vers l'avenir; car si l'élément de continuité fait défaut, un chapitre essentiel de l'Acte final est détruit et, par là, le Document lui-même atteint. L'Acte final peut être comparé à une bicyclette : elle tombe si elle n'avance pas.

A Belgrade aussi, nous avons cependant pu procéder à un échange de vues approfondi sur des sujets qui, il y a quelques années encore, ne pouvaient être mis à l'ordre du jour de conférences internationales. En revanche, nous ne trouvons pas normal que nous puissions nous entretenir ouvertement et amicalement de problèmes politiques et économiques, mais qu'aussitôt que nous touchons des domaines relevant des contacts entre les personnes, de l'information ou des droits de l'homme, l'atmosphère devienne polémique. Il faut nous habituer, je crois, à surmonter ces inhibitions.

Nous espérons qu'à Madrid nous arriverons à des résultats meilleurs qu'à Belgrade. A cet effet, il convient de préparer cette réunion, tant son organisation que sa substance, d'une façon différente que Belgrade. Les débats sur la mise en oeuvre devront être mieux ordonnés et organisés. Mais surtout, la "bicyclette" dont je parlais ne doit pas être surchargée, de peur qu'elle ne puisse avancer. Je veux dire que le nombre de propositions doit être diminué et celles-ci devraient subir, au préalable, un processus de mûrissement au moyen de contacts bilatéraux et multilatéraux.

- 10 -

Comme vous le savez, nous attachons un grand prix aux problèmes de l'information et nous entendons reprendre ce que nous avons tous provisoirement laissé en panne à Belgrade, c'est-à-dire notre projet dans le domaine de l'information, notamment sur les conditions de travail des journalistes. De même, nous ne pouvons nous résigner au fait qu'à Belgrade rien n'a pu être fait de nouveau dans le domaine des mesures de confiance militaire. Ce sujet également doit être repris à Madrid.

Entretemps a eu lieu à Bonn la première des trois réunions d'experts, celle chargée de préparer le "Forum scientifique" qui aura lieu en février 1980 à Hambourg et réunira d'éminents scientifiques des 35 pays participant à la CSCE.

Actuellement se déroule à Montreux la réunion d'experts consacrée au règlement pacifique des différends et, en février prochain, aura lieu la réunion de La Vallette sur les problèmes méditerranéens.

Nous pensons que ces réunions d'experts sont fort utiles et qu'elles permettent d'approfondir la coopération entre nos Etats, dans des domaines importants pour l'Europe.

MAE Puja : Nous ne sommes pas aussi négatifs que d'autres :

- a) nous avons mesuré davantage les possibilités réelles,
- b) nous n'avons pas voulu tirer de la Conférence des avantages pour la propagande.

Helsinki représente un programme à long terme, qui ne peut pas être réalisé d'un coup. Il y faut aussi une certaine atmosphère. A Belgrade, la question de la libre-circulation

- 11 -

a fini par se limiter à savoir si on pouvait ou non quitter son pays. Nous avons appris qu'il n'était pas possible de se forcer la main. Seul le consensus est possible. L'aspect positif que nous décelons dans la Conférence de Belgrade, c'est d'abord que l'Acte final a été renforcé dans sa totalité, ensuite on a pu convoquer des séances d'experts prévues à Bonn, Montreux et La Valette et nous sommes témoins d'un changement d'atmosphère par rapport à Belgrade, par exemple pour ce qui est des trois conférences proposées par l'Union soviétique et pour ce qui est du large mandat donné aux experts réunis à Montreux. La coexistence pacifique est précisément pour nous le moyen de régler pacifiquement les différends et nous sommes foncièrement intéressés à ces progrès. Pour les méthodes, il y a le développement des idées et la liberté de choix qui sont importants. Nous apprécions à la fois l'initiative de la Suisse et aussi le fait que la Conférence d'experts ait pu avoir lieu en Suisse dans des conditions convenables, et sans doute, si on travaille assez longtemps, on finira par trouver une solution. Pour ce qui est de la Conférence de La Valette, il n'y a pas lieu d'être optimiste, Malte veut faire venir les pays arabes qui n'ont rien à dire.

M. Aubert : La question se pose de savoir comment faire progresser la cause de la sécurité en Europe. Nous examinerons avec sérieux les propositions hongroises en vue de la Conférence de Madrid et nous verrons s'il est possible d'établir un inventaire des problèmes sur lesquels une entente peut s'envisager dans un esprit positif. Nous veillerons à ce que l'atmosphère soit plus agréable, plus détendue et plus amicale qu'à Belgrade.

M. Hegner dit qu'il faudrait passer en revue les quelque cent propositions faites à Belgrade. Pour nous, ce qui est important, c'est d'abord la liberté de l'information, les mesures de confiance et les propositions soviétiques des

- 12 -

conférences dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement. Il est bien entendu que les consultations préalables devront être beaucoup mieux menées que ce ne fut le cas avant Belgrade, ou même avant Helsinki. Nous sommes tous d'accord que Madrid doit être mieux préparée. En principe, nous devons pouvoir dresser un inventaire en commun des objets à traiter, en extraire les points que nous pourrions défendre ensemble, puis déléguer à nos experts le soin de mettre en forme ces propositions.

Appréciations générales

MAE Puja : Le processus de la détente est ralenti. Il n'y a pas de succès aussi visible que jadis. A notre avis, la cause principale de ce ralentissement provient d'une nouvelle accélération de la course aux armements liée à une politique américaine qui prétend que les Etats-Unis ont trop avancé sur la voie de la détente et qu'on doit maintenant freiner parce que la détente ne profite pas aux Etats-Unis. On a beaucoup fait de dégâts à la détente en essayant de s'ingérer dans la vie intérieure d'autres Etats par une défense outrancière des droits de l'homme. Nous ne savons pas si Carter voulait absolument obtenir ce résultat, mais nous doutons de sa sincérité, car c'est une politique dirigée contre les pays socialistes et on ne souffle mot vis-à-vis de l'Iran, de la Chine, etc., qui ne respectent guère les droits de l'homme. C'est donc une campagne à finalité politique, peut-être la deuxième moitié de la présidence Carter sera-t-elle caractérisée par un changement et l'on reviendra à la recherche d'un accord sans lequel on ne saurait survivre. En Europe occidentale, les tendances sont plus positives. Nous apprécions à cet égard la politique de la France, de la RFA, ainsi

- 13 -

que le comportement positif des petits pays d'Europe et des pays neutres. Nous savons différencier par pays, nous ne portons pas de jugement général. Il n'y a pas de différend de notre part avec les Etats-Unis. Abordant ensuite la question du désarmement, M. Puja estime qu'un désarmement complet n'est pas possible. La voie à suivre consiste à recourir à des mesures partielles. La Conférence mondiale proposée par l'Union soviétique est la plus apte à résoudre les problèmes et à trouver des solutions pratiques. Il s'agit de sensibiliser l'opinion et les recommandations de cette Conférence peuvent y contribuer.

L'idée d'une conférence mondiale du désarmement est encore à l'ordre du jour, car il s'agit bien de tenir compte des intérêts de tous les pays en cause. On peut prévoir que la conclusion de SALT II ouvrira la voie à SALT III, qui est une étape qualitative, et qui pourrait relancer également les MBFR. La proposition du 8 juin 1978, déposée à Vienne dans ce dernier cadre, apparaît constructive, bien qu'elle n'ait pas encore reçu de réponse, mais la Hongrie ne joue là qu'un rôle d'observateur.

Sur le Moyen-Orient, nous ne sommes pas d'accord avec le processus de Camp David, ni avec la paix séparée, car elle ne tient pas compte de l'intérêt des autres parties; nous n'avons pas de solution globale, elle ne règle pas le problème du peuple palestinien. Loin d'assurer la paix, elle suscite le risque de nouvelles confrontations. Les Etats-Unis veulent occuper le terrain sur les plans militaire, politique et énergétique sans l'Union soviétique. En fait, cela destabillise toute la situation.

- 14 -

Pour ce qui est de l'Afrique, nos pays importent peu de matières premières. Ils n'en auront pas besoin pour l'avenir, ils n'ont donc pas de raisons économiques d'être présents en Afrique. Dès lors, pourquoi les suspecter ? Ces pays viennent nous chercher pour demander de l'aide. Les accusations d'ingérence en Angola et en Ethiopie ne sont donc pas fondées. L'aide cubaine se borne à repousser l'envahisseur sud-africain et la Somalie était notre ami jusqu'au jour où elle a attaqué l'Ethiopie. Quant à la Namibie, la guerre est en train de se développer et il ne faut pas aider Smith. Si l'Union sud-africaine sabote toute solution pacifique, la lutte armée apparaîtra comme la seule issue, c'est un développement inquiétant qui va compliquer la situation internationale, mais que faire d'autre si on ne veut pas suivre les résolutions des Nations Unies ?

Quant à l'économie mondiale, nous y attribuons une grande importance, car c'est par le biais de relations économiques que l'on créera un climat de confiance. Les pays socialistes atteignent les limites de leurs possibilités d'endettement et il y a des réserves potentielles de coopération qu'on n'exploite pas pour des raisons politiques. Nous sommes pour favoriser les échanges et contre les restrictions, mais chacun sait que les investissements faits dans les pays socialistes sont les placements les plus sûrs, ils sont plus stables qu'en Amérique latine et rapportent davantage. Cependant, la situation économique mondiale a ses problèmes, qui ne nous échappent pas : il y a la hausse du franc suisse, il y a la politique économique des Etats-Unis, il y a le système monétaire européen.

- 15 -

M. Aubert : Nous, en tant que neutres, recherchons des solutions en dehors des blocs. Nous sommes contre les ingérences et je m'abstiendrai de parler des droits de l'homme. Il faut mieux faire un inventaire des sujets sur lesquels une entente est possible, plutôt que de s'arrêter à des thèmes où l'entente n'est guère possible.

Un autre principe que nous appliquons, c'est la non-ingérence dans les affaires internationales des Etats. Nous menons une politique pragmatique sans faire de distinctions entre Etats.

Pour ce qui est du désarmement et la détente, nous sommes d'accord avec vous qu'il est impossible de procéder en une fois au désarmement général. Il faut être pratique et recourir à des mesures partielles. Bien que non-membre des Nations Unies, la Suisse a tenu à prendre position et à distribuer ou à faire distribuer plutôt un document par l'intermédiaire de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande et de la Yougoslavie.

Sur le Proche-Orient, il faut relever le handicap qui pèse sur l'Union soviétique, et là c'est un avis très personnel de ma part, du fait qu'il n'y a pas de relations avec Israël. Pour parvenir à une solution juste et durable, il faut abaisser la méfiance.

Le MAE Puja reprend la discussion sur le Proche-Orient. Il note que nos points d'approche divergent. Il serait d'accord avec Camp David si c'était vraiment par là que passait le chemin de la paix, mais ce n'est pas le cas. L'accord entre les Etats-Unis et l'Union soviétique du 1er octobre 1977

- 16 -

n'a pas été maintenu. Israël va continuer à installer des colonies, la question d'un Etat palestinien n'est même pas mentionnée, or c'est une question clé.

Sur le désarmement, il est très heureux de voir que la Suisse s'y intéresse et se déclare très intéressé par la récente initiative française, que la prochaine visite du Secrétaire général Kadar permettra d'éclaircir. SALT III signifiera qu'on diminue le niveau réel des armements.

Questions bilatérales

M. Puja se félicite du bon climat qui a régné dans les discussions. Il note qu'il n'y a pas de problèmes et que sur la plupart des questions de la vie internationale, les points de vue sont très proches. S'il y a des différences, il est utile de les connaître. Il tient à souligner que la visite de M. Aubert marque le début d'une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays. La Hongrie souhaite entretenir les contacts les plus étroits possible dans l'esprit des accords d'Helsinki au niveau des échanges commerciaux et financiers. Il souhaiterait si possible que la question d'une Convention consulaire soit reconsidérée et que, si toutes les conditions n'étaient pas remplies pour la signature d'une Convention complète en bonne et due forme, on puisse au moins régler les problèmes des fonctions consulaires par un échange de notes verbales et que les activités consulaires des ambassades soient codifiées, par exemple en ce qui concerne la notification réciproque des arrestations, des héritages et d'autres accords sur la procédure, sur les droits civiques, etc., de même que l'assistance en matière de droit pénal et civique.

- 17 -

Ensuite, nous souhaiterions mettre en oeuvre les dispositions de l'Acte final d'Helsinki pour faciliter les voyages de personnes et nous proposons d'élargir le nombre de points de passage à la frontière où il est possible de recevoir les visas sur place. Déjà, nous sommes d'accord pour abolir l'obligation du visa pour diplomates. Est-il possible de conclure un semblable accord de manière plus générale ?

Du point de vue économique, l'accord économique et de paiements de 1974 est utile. Pourtant, on constate un déséquilibre dans la balance des paiements au détriment de la Hongrie. Nous ne voudrions pas adopter une procédure qui conduise à une diminution de nos importations, nous préférierions augmenter les exportations et en améliorer la structure. Or, nos produits subissent un désavantage à la frontière : les produits industriels sont taxés à un taux de 6 à 7 % et il en résulte un certain désavantage de 6 à 7 % sur la base de l'accord de l'AELE. Avec la Finlande, nous avons pu régler ce problème.

La coopération technique entre les deux pays doit s'élargir et s'étendre à la collaboration des petites et moyennes entreprises.

Dans le domaine financier, il n'y a guère de problèmes qui ne soient pas réglés. Il voit la question de l'abolition de la double imposition résolue. Les relations sont bonnes dans le secteur bancaire.

Dans le domaine culturel, les relations sont bonnes également, bien qu'un désavantage existe du fait de l'absence d'un accord réciproque entre nos instituts scientifiques et culturels. Il existe un essai de coopération avec Pro Helvetia

- 18 -

et une coopération entre l'Académie hongroise et le Fonds national de la recherche scientifique en Suisse. Dans les autres domaines, les relations vont bien. Toutefois, je tiens à signaler un déficit dans la question des éditions littéraires. Nous avons édité 9 auteurs suisses l'année dernière et en Suisse, il y a eu deux publications hongroises. Pour la période 1971-75, le rapport était : 22 oeuvres suisses contre 3 oeuvres hongroises, et, pour la période 1975-77, la relation était de 30 à 6. Nous souhaitons améliorer cette balance-là. En conclusion, nous sommes satisfaits du développement des relations.

M. Aubert admet qu'il existe un déficit culturel en général, mais il souhaite qu'un dialogue permanent s'instaure à cet égard. Il rappelle que la culture est surtout l'affaire des cantons, que nous n'avons pas de corps de ballet ou d'orchestre national, que les artistes enfin ne reçoivent pas d'aide de l'Etat et que la question d'utilisation des cachets pèse également sur la vie culturelle.

Les entretiens prennent alors fin, les deux ministres se félicitant de leurs rapports personnels et de la franchise de leurs discussions de ce jour.

Annexes :

- texte de la Conférence de presse tenue après la visite chez J. Kadar
- texte de l'exposé liminaire du Chef du Département lors de sa conférence de presse

NF/zü

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

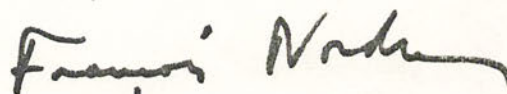
Secrétariat
du Chef du Département

Berne, le 6 juin 1979

p.B.15.21. (Ho) ⁽⁴⁾ - NF/zü

Ambassade de Suisse, Budapest
Ambassade de Suisse, Moscou
Direction politique I
Secrétariat politique

Nous vous remettons ci-joint le compte rendu retardé des entretiens du Chef du Département avec son collègue hongrois, M. Puja, qui ont eu lieu à Budapest du 8 au 11 novembre 1978.



François Nordmann

Annexe mentionnée

+ texte de l'entretien
Kadar-Aubert du 10.11.78

le texte qui fait foi
est la notice du 13 nov. 78
(dans ce dossier)